

# MOUVEMENTS DE PROTESTATION DES ÉLÈVES DE TERMINALE

## Les assurances du ministère de l'Éducation

**La problématique des programmes trop chargés et les inquiétudes des élèves de terminale reviennent à la surface. Des lycéens à Constantine et à Oran ont entamé un mouvement de protestation. La réaction du ministère de l'Éducation ne s'est pas fait attendre. Le ton se veut rassurant : le seuil des programmes de référence sera porté à la connaissance des candidats au mois de mai.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)**- Le scénario de 2008 serait-il en train de se répéter ? Tout porte à le croire puisqu'il y a trois années et à cette même période, des milliers de lycéens investissaient les rues d'Alger et d'autres villes pour protester contre la surcharge des programmes et pour dire leur crainte de voir les sujets du baccalauréat concerner des cours non dispensés pendant

l'année scolaire. Ces mêmes craintes ressurgissent aujourd'hui, contraignant le ministère de l'Éducation à réagir rapidement.

Dans un communiqué rendu public hier, le département de Benbouzid rappelait que «les mêmes modalités d'organisation des précédentes sessions seront appliquées à la session de juin 2012».

Le ministère de l'Éducation a tenu à préciser que «les enseignements dispensés aux classes de terminale s'arrêteront le jeudi 10 mai au soir, de même que l'examen blanc du baccalauréat aura été finalisé avant cette date».

Les élèves de terminale disposeront de la période allant jusqu'au 3 juin, date de l'examen du bac, soit 23 jours, pour faire leurs révisions.

Les établissements scolaires seront ouverts pendant cette période pour permettre aux candidats au bac de bénéficier des séances de soutien et des révisions avec leurs camarades dans les structures scolaires. Pour répondre à l'an-



Photo : Samir Sid

**Benbouzid exclut tout recours au bourrage ou à la précipitation.**

goisse des lycéens, la tutelle ajoute que «les sujets du baccalauréat ne porteront que sur les cours effectivement dispensés».

La commission nationale de suivi des programmes arrêtera à la date du 10 mai les seuils fixés pour chaque filière et par matière.

«Les seuils fixant les limites du programme de référence destiné à l'élaboration des sujets d'examen et qui sera dans le même temps porté à la connaissance des candidats».

En réponse à la crainte des élèves de terminale de voir la cadence de l'enseignement accéléré à leur détriment, le ministère de l'Éducation précise que «les inspecteurs en charge de la pédagogie et les enseignants veilleront au déroulement normal des programmes des enseignements qui progresseront selon un rythme adapté aux capacités d'assimilation et de compréhension d'un élève moyen, excluant tous recours au bourrage ou à la précipitation» et

d'ajouter que «les candidats auront la possibilité de choisir entre deux sujets d'examen pour chaque matière. Une demi-heure sera accordée, en plus du temps réglementaire réservé à chaque sujet, de même qu'il ne sera fait aucune référence à l'approche par compétence dans l'élaboration des sujets d'examen».

Des garanties qui visent à désamorcer une crise qui avait en 2008 duré plusieurs semaines.

N. I.

### SUSPENSION DU CRÉDIT

### DOCUMENTAIRE POUR

### LES MÉDICAMENTS

## Le FCE salue mais demande davantage

Le Forum des chefs d'entreprises (FCE) salue la levée de l'obligation de recours au paiement par crédit documentaire des importations de médicaments essentiels et des équipements médicaux d'urgence.

Estimant que cette obligation «est génératrice de surcoûts importants pour l'appareil de production nationale», le FCE demande davantage, appelant à «la levée définitive de cette obligation au bénéfice de l'ensemble des producteurs nationaux de biens et services».

C. B.

### MASCARA

## Sit-in des élèves de terminale devant la Direction de l'éducation

Des dizaines d'élèves de terminale ont observé hier matin un sit-in devant la Direction de l'éducation pour transmettre au premier responsable leurs revendications. Celui-ci a reçu quatre représentants de lycéens qui ont tenu à faire part de leurs inquiétudes, dont la surcharge des programmes qui, selon eux, contraignent les enseignants à accélérer les cours d'où les difficultés d'assimilation pour les élèves. Cette action de protestation est venue ainsi ponctuer des arrêts de cours observés depuis dimanche. Les lycéens venus principalement du lycée polyvalent, qui devaient, selon eux, être rejoints par ceux des autres établissements, affichaient leur détermination à poursuivre leur mouvement si des solutions cohérentes ne sont pas apportées afin de leur permettre de préparer le baccalauréat dans la sérénité.

M. Meddeber

### MORT ET VIE DE MOHAMED BOUDIAF

## Le mystère et le récit d'école

**Pendant que son fils Nacer milite pour l'éclatement de la vérité sur son assassinat, feu Mohamed Boudiaf, un des pères de la Révolution algérienne et premier président du Haut-Comité d'Etat (HCE), assassiné le 29 juin 1992, reste cet homme vaillant dont la disparition tragique constitue la mauvaise conscience de la République. Ce sont, encore une fois, des voix étouffées par la pusillanimité qui se sont proposées, en ce 16 janvier, date anniversaire de son retour au pays, à conter l'homme et ses hauts faits d'armes.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - La brutalité du choc entre la curiosité innocente de l'écolier et la dérobade de l'historien, désarçonné par la question du pourquoi Boudiaf a-t-il été assassiné, est assomman-

te. Mohamed Abbas, invité en sa qualité d'historien par l'association Mechaâl Echahid pour évoquer Boudiaf devant des écoliers, a parlé, hier, au Cercle des Moudjahidine, comme un livre d'histoire officielle à l'épilogue hâtif.

L'historien, qui a retracé de manière didactique le cheminement militant de Mohamed Boudiaf, depuis son adhésion au Parti du peuple algérien (PPA) de Messali Hadj, son activité au sein du CRUA jusqu'au déclenchement et la conduite de la guerre de Libération nationale, s'est retranché derrière des généralités pas du tout engageantes dès qu'il s'est agi de parler de

Boudiaf d'après l'indépendance. Mais surtout de la période de son retour en Algérie pour présider le HCE jusqu'à son assassinat à Annaba, le 29 juin 1992.

A la question de savoir ce que Boudiaf a pu réaliser durant sa courte période où il a présidé aux destinées de la République, Mohamed Abbas a choisi de faire cas d'une «situation difficile» et de «courte transition». «Il réfléchissait encore à son gouvernement, lorsqu'il a été assassiné», a-t-il soutenu, comme pour ne pas avoir à s'appesantir sur cette période encore au centre d'une grande interrogation.

Cependant les écoliers, présents nombreux hier au Cercle des Moudjahidine, ne devaient-ils pas savoir par exemple que Mohamed Boudiaf avait lancé le Rassemblement patriotique national (RPN) et qu'il avait fait le serment de lutter contre la



Photo : DR

**Mohamed Boudiaf.**

corruption ? Heureusement qu'à la tribune, il y avait le moudjahid Tayeb Taalibi, compagnon d'armes de Boudiaf, et qui est resté bien plus tard un de ses rares amis et confidents. Ce dernier, qui n'a pu retenir ses sanglots, a affirmé, sur un ton solennel, emprunt d'énormément d'émotion, que l'assassinat de Boudiaf «est un crime politique parfait».

Ayant fait partie de la commission d'enquête sur l'assassinat de Boudiaf, il est le dernier à croire à l'acte isolé. Etant resté en contact avec Boudiaf pendant sa présidence du HCE, Tayeb Taalibi n'a pas

hésité à confirmer la révélation faite ces jours-ci par Nacer Boudiaf de ce que son père avait diligenter une enquête en France sur les fortunes mal acquises des dirigeants algériens. «Oui, cette enquête a bel et bien eu lieu», a-t-il avoué, avant de fondre à nouveau en larmes. Grâce à ce moudjahid, les écoliers ont appris une leçon d'histoire. Une vraie... celle qui a consigné que Boudiaf a été d'abord emprisonné dans l'aridité du Sahara par Ben Bella avant de connaître un long exil au Maroc.

S. A. I.